



Michel Wurth

Né le 17 avril 1954

Membre de la direction générale d'ArcelorMittal,
responsable Produits Plats Europe, Distribution Solutions,
Développement de Produits et R&D, Clients globaux
Président de la Chambre de Commerce
Président de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises



«IL FAUT ÊTRE LES MEILLEURS»

Le président de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises et de la Chambre de Commerce a été en première ligne tout au long de l'année. Il s'est battu pour défendre les intérêts du patronat dans les joutes politico-sociales, lors des discussions menées avec le gouvernement et les syndicats.

Jean-Michel Gaudron (texte), David Laurent/Wide (photo)

Il s'en est sans doute fallu de peu pour que **Michel Wurth** soit de nouveau désigné par le jury comme décideur économique le plus influent du Luxembourg. Il faut dire qu'en cette année 2010, le membre de la direction générale d'ArcelorMittal a été particulièrement en vue, principalement sous ses deux autres casquettes principales que sont ses fonctions de président de la **Chambre de Commerce** et, surtout, de l'**Union des Entreprises Luxembourgeoises**.

Car dans la grande agitation politico-sociale de ces derniers mois, c'est bel et bien Michel Wurth qui est monté au créneau, au nom des dirigeants d'entreprise, bien plus qu'il ne l'avait jamais fait auparavant. «*Toutes nos entreprises se retrouvant face à des problématiques similaires, il était essentiel de se regrouper*, explique-t-il. *Mon action à l'UEL a donc été d'améliorer notre cohésion, afin de parler d'une seule voix. Cela a été une grande réussite et je pense que cela nous a donné une dynamique, avec de vraies propositions concrètes et pas seulement des effets de manche.*» Des propositions notamment consignées dans une publication baptisée *Comment sortir ensemble de la crise?* qui a permis aussi à l'UEL de toucher le grand public, afin de l'informer au mieux de tous les enjeux économiques du moment.

Mais cet engagement n'a pas suffi à débloquent une situation dramatiquement figée et à éviter un

échec quasi historique de la Tripartite au printemps dernier, pour lequel chacun s'est rejeté la responsabilité. «*C'est surtout un échec de la société luxembourgeoise dans sa capacité à bien appréhender les problèmes et à y apporter les solutions adéquates*, estime M. Wurth. *C'est l'échec d'un mode de régulation, plutôt que la responsabilité spécifique d'un acteur ou de deux acteurs. Ce n'est pas en réglant certaines choses avec des accords bipartites, que l'on peut qualifier de compromis, que l'on règle les vrais problèmes de fond. La population sent bien le décalage qu'il peut y avoir entre la position de certains et la réalité du terrain.*»

«Pour un vrai débat de fond»

La thématique de la baisse de compétitivité des entreprises et du pays a évidemment dominé les débats. Mais pour Michel Wurth, le terrain concurrentiel pour les PME, c'est la Grande Région. «*Le sujet n'est pas forcément de savoir si on va survivre, mais comment faire pour retrouver un niveau de vie qui soit supérieur à celui de Trèves, d'Arlon ou de Thionville. Il faut être les meilleurs, nous n'avons pas le choix. Et cela concerne tout aussi bien les problèmes d'infrastructures, de transports, d'autorisations administratives que des problèmes de coûts. Quand nous disons qu'augmenter le salaire social minimum est, socialement, une très bonne chose, mais que cela contribue aussi à augmenter le chômage, on nous dit que nous sommes antisociaux. Ce*

n'est pas là le sens de notre approche. C'est un faux débat. Nous plaidons pour un vrai débat de fond, qui prenne en compte l'ensemble des conséquences des choix que nous devons prendre pour l'avenir.»

A ses yeux, les accords bipartites établis cet automne ont surtout eu pour conséquence de repousser le problème. Reculer pour mieux sauter ensuite? Michel Wurth espère en tous cas que ce délai de réflexion, qui est proposé à tous, permettra une bonne fois pour toutes de trouver des pistes concrètes pour transformer la société bien au-delà du seul volet économique. Ces transformations, cette nouvelle donne économique qui se profile – avec un basculement du pouvoir économique de l'Occident vers l'Orient – Michel Wurth les vit aussi au quotidien chez ArcelorMittal, dont le rayonnement planétaire constitue, à lui seul, un défi économique permanent. «*Nous avons orienté notre stratégie en mettant l'accent sur les pays émergents, mais aussi vers les matières premières, pour être plus intégrés et augmenter la chaîne de valeur de nos produits. Nous n'arriverons pas à nous battre seulement contre la compétitivité-coût, ou alors cela finira par être douloureux pour tout le monde. Il faut donc avoir de l'avance en matière d'innovation, avec de nouveaux produits et de nouvelles technologies qui induisent aussi des gains de productivité. Cette crise constitue une vraie épreuve et nous avons beaucoup appris. Nous avons changé notre manière de voir les choses et cela ne nous réussit pas mal.*» ●



«MERCİ LUXEMBOURG!»

Le grand patron d'ArcelorMittal ne tarit pas d'éloges sur le Grand-Duché, où il a maintenu le siège social de son groupe, leader mondial de la sidérurgie.

Jean-Michel Gaudron (texte), David Laurent/Wide (photo)

Avec une fortune estimée à 28,7 milliards de dollars par le magazine américain *Forbes*, **Lakshmi Mittal** est, actuellement, la 5^e plus grosse fortune mondiale et première européenne en tenant compte du lieu de résidence. Certes, le magnat indien, fondateur de ce qui est, aujourd'hui, le leader mondial incontesté de l'industrie sidérurgique, est domicilié à Londres. Il est, du reste, le seul des dix premiers de ce Top 100 à ne pas résider au minimum dans la Grande Région. Mais son influence sur l'économie luxembourgeoise ne souffre évidemment d'aucune discussion.

Car même si c'est à son fils, Aditya, que l'on doit la genèse du plus délirant feuilleton politico-économique jamais vécu par le Grand-Duché, et qui a vu, en 2006, la fusion par acquisition du groupe Arcelor par Mittal Steel, c'est bel et bien lui, Lakshmi, qui tient fermement les rênes du premier employeur privé du pays, fort de plus de 6.000 salariés.

«Il est plus facile de plaider notre cas à l'étranger autour d'un grand groupe, si l'on peut dire que nous sommes la terre choisie par Mittal pour y loger le siège d'**ArcelorMittal** et le conserver. Cela contribue largement à la crédibilité du 'site' luxembourgeois», estime Norbert Becker, le président du jury de cette édition du Top 100.

«Nous voulons qu'ArcelorMittal soit un groupe dont le Luxembourg peut être fier», avait déclaré

M. Mittal, lors de la réception de nouvel an de la Fedil, en janvier 2008. En dépit de quelques tourments «cycliques» qui ont été parfois socialement compliqués à gérer, le groupe semble néanmoins être parvenu à atteindre cet objectif et entend bien poursuivre sur sa lancée, crise économique ou pas. «Nous avons vécu la pire crise économique depuis 1918 et nous n'en sommes pas encore tout à fait sortis, nous explique-t-il. Nous sommes dans une période continue de grande volatilité des marchés financiers et de lente croissance de la demande. Mais l'expérience vécue a été très utile et a montré au monde que la consolidation dans l'industrie sidérurgique, qui a créé des leaders mondiaux comme ArcelorMittal, fonctionne. En fait, ce modèle a sauvé l'industrie d'une autre période prolongée de faillites.»

Modèle gagnant

En matière de consolidation, ArcelorMittal a du répondant, et a toujours affiché une certaine boulimie dans l'élargissement de son périmètre d'action. Dernière opération en date: le rachat annoncé, début novembre, de la société minière canadienne Baffinland, pour un montant de quelque 308 millions d'euros. Plus tôt dans l'année, le groupe avait annoncé la signature d'un protocole d'accord avec son partenaire turc Dayen pour la construction d'une usine de production d'acier dans le nord de l'Irak.

Mais Lakshmi Mittal reconnaît volontiers que la seule structure – certes solide – du groupe n'aurait

pas été suffisante, en tant que telle, pour passer au mieux cette tempête économique. «Les gouvernements du monde entier ont réagi rapidement et de manière appropriée à la crise économique, avec des plans de relance et bon nombre d'autres mesures, constate-t-il. J'espère qu'ils continueront à le faire. Le gouvernement du Luxembourg a joué un rôle important ici, et je tiens à le remercier aujourd'hui.»

L'historique château de l'avenue de la Liberté n'abrite plus le siège administratif du groupe, désormais localisé dans un bâtiment ultra-moderne du boulevard d'Avranches, d'où est pilotée la très grande majorité des fonctions administratives de l'ensemble du groupe. «Le Luxembourg s'est révélé être un véritable atout dans cette période difficile, estime Lakshmi Mittal. Nos employés y sont extrêmement passionnés par l'entreprise et s'engagent pour son succès. Leur patience et ce qu'ils ont réalisé tout au long de cette année en témoignent. Je tiens sincèrement à les remercier également pour leur soutien continu et leur souhaite une prospère année 2011.»

Même si les dernières prévisions quant aux performances attendues pour le dernier trimestre de l'année restent prudentes, le groupe n'en affiche pas moins des performances financières remarquables, avec un résultat net pour le troisième trimestre 2010 de 960 millions d'euros, en forte hausse de 48% par rapport au troisième trimestre 2009 et des prévisions pour le dernier trimestre de l'année d'un Ebitda compris entre 1 et 1,4 milliard d'euros. ●